

La prospective, de Rabelais au troisième millénaire ...

Une interview de SERGE ANTOINE recueillie par BÉATRICE BAZIL

Conseiller référendaire à la Cour des compes, Serge Antoine est l'un des premiers initiateurs français de la méthode prospective. Depuis vingt ans, il a fait réfléchir un grand nombre d'administrations françaises sur les problèmes du long terme : aménagement du territoire, villes, habitat, environnement... Après avoir assuré le secrétariat général du Haut Comité de l'Environnement, il dirige depuis septembre 1978 la mission des études et de la recherche du ministère de l'Environnement, que lui a confiée Michel d'Ornano. Ancien vice-président de la Fédération mondiale des études sur le futur, il a créé la revue « 2000 », aujourd'hui fusionnée avec celle des « Futuribles » et il préside la « Fondation Ledoux », qui tient régulièrement à Arc-et-Senans des réunions de prospective de haut niveau.

Question. - De quand datent les premières réflexions « prospectives » ?

Réponse. - La prospective est vieille comme le monde ! On en a toujours fait. Lorsque les civilisations progressaient plus lentement qu'aujourd'hui, la prospective était peut-être moins visible et bruyante, mais elle faisait partie intégrante de la mentalité et de la sagesse paysannes. Tous les paysages du Moyen Age ont été forgés dans cette optique. D'ailleurs, vous trouverez le mot « prospective » chez Rabelais. Mais il ne faut pas la confondre avec l'art divinatoire ou avec l'oracle de Delphes. La prospective n'est pas une prédiction de l'événement.

Q. - Précisément, comment distinguez-vous la prospective de la simple prévision ou de la futurologie ?

R. - La prévision couvre

l'avenir à court ou moyen terme ; elle étudie ce que, dans notre jargon, nous appelons le « tendanciel » et qui peut d'ailleurs comporter certaines ruptures. En gros, la prévision est née après la crise de 1929 pour aider les dirigeants à prévenir le renouvellement de telles crises. Ce sont les Allemands qui ont monté le premier institut de prévision de la conjoncture.

La futurologie, c'est l'art - et non la science - de regarder l'avenir. Les futurologues, dont Hermann Kahn est un bon exemple, annoncent toujours un certain avenir. Parfois il se réalise... mais pas toujours. Nous autres, prospectivistes, avons tendance à nous méfier des futurologues : ils risquent de démobiliser le public auquel ils s'adressent en lui annonçant un avenir sur lequel il n'a pas prise.

Enfin, la prospective, que

quelques Français - Gaston Berger, Louis Armand, Bertrand de Jouvenel, Pierre Massé - ont contribué à faire progresser de façon décisive dans les années 50, c'est une façon de considérer un avenir auquel on peut changer quelque chose. L'Association « Futuribles », créée par Bertrand de Jouvenel, en est une très bonne définition : ce sont les « futurs possibles », presque les futurs voulus. La prospective consiste à repérer les différents futurs vraisemblables, pour aider à choisir celui que l'on veut rendre possible.

La méthode est évolutive : elle ne révèle pas une situation précise qui existera dans un nombre d'année donné. La démarche n'est pas « synchronique », elle n'arrête pas la pendule à une date fixe ; elle est « diachronique », elle propose une vision qui commence aujourd'hui et qui ne s'arrêtera pas, en tentant de répondre à la question : que peut-on faire entre maintenant et plus tard ?

Q. - La prospective est-elle une science ?

R. - D'abord, elle rend service à la science en suggérant aux scientifiques des directions de recherche et des préoccupations d'avenir qu'ils ne trouveraient pas forcément par eux-mêmes. Ensuite, elle s'appuie sur la science, qui donne les points forts de la connaissance

et qui fait aussi apparaître les interrogations. Cependant, plus qu'une science, plus même qu'un art, la prospective est avant tout une pédagogie.

Q. - Comment définiriez-vous cette pédagogie et quelle est son utilité ?

R. - La prospective n'a pas pour objectif de sécuriser les gens ni de leur faire peur. Elle cherche à les responsabiliser, à leur faire prendre conscience de leurs objectifs et à leur éviter de se laisser aller. Elle augmente ainsi les libertés individuelles et collectives.

En fait, chaque homme a besoin de la prospective pour agir mais il doit l'intégrer à ses propres préoccupations. C'est la raison pour laquelle je suis formellement hostile à toute forme d'organisme centralisé qui gèrerait la prospective publique. Tout le monde doit en faire, syndicats comme ministères, partis politiques comme chefs d'entreprise ou municipalités... Personne n'a le droit de se reposer sur les prospectivistes professionnels. L'avenir à long terme est l'affaire de tous. Une prospective qui n'est pas assumée est une prospective morte.

Q. - Pouvez-vous donner un exemple précis de domaine où la démarche prospective est particulièrement indispensable ?

(Suite page 7)

La prospective

(Suite de la page 6)

R. - La gestion des forêts. Napoléon disait déjà : « Quand vous plantez un arbre, demandez-vous toujours à quoi il servira un siècle plus tard. » Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de savoir à quoi servira un arbre précis planté en France. Il faut aussi imaginer l'avenir des forêts amazoniennes, soviétiques, canadiennes ; l'évolution des microbes, des maladies du bois ; les besoins à venir des utilisateurs de bois... L'approche prospective est toujours utile, mais encore plus dans le cas d'activités à cycles très longs.

Q. - Quelle est donc la durée maximum du champ d'étude des prospectivistes ?

R. - Il n'y en a aucune, la réflexion doit toujours être ouverte sur l'après-après-demain,

quelle que soit la rapidité de mutation des événements, des phénomènes démographiques ou du progrès technologique.

Q. - L'opinion publique est facilement sceptique à l'égard des prospectivistes car elle se souvient qu'aucun d'entre eux n'avait mentionné avant 1973 la possibilité d'une crise énergétique...

R. - C'est uniquement parce qu'elle a la mémoire courte ! Plusieurs experts avaient prédit l'éventualité de cette crise au moins un an à l'avance. Mais les médias ont du mal à faire passer dans l'opinion publique ce qui n'est pas encore un événement concret. Le dialogue entre médias et prospectivistes est très difficile car les médias reflètent la réticence des individus à se plonger dans un processus long.

Q. - Prendriez-vous à votre compte le propos de Gaston Berger selon lequel « la rétrospective est la première condition de la prospective » ?

R. - Absolument et je vous en donnerai deux exemples. Il est impossible de faire une prospective culturelle sans connaître parfaitement le patrimoine existant. Le Conseil de l'Europe ne s'y était pas trompé, en choisissant il y a quelque temps comme slogan de l'année de l'architecture la formule : « Un passé pour votre futur ».

Par ailleurs, les recherches sur le climat ou la pollution marine s'accompagnent forcément de recherches sur le passé lointain. Comment pourrait-on affirmer par exemple que la teneur en mercure de la mer augmente sans savoir ce qu'il se passait il y a mille ans et si la teneur en mercure de la Méditerranée était plus forte ou plus faible qu'aujourd'hui ?

A ce propos, je rêve d'une grande rencontre entre prospectivistes et historiens - du moins ceux des historiens qui considèrent l'histoire longue et non l'histoire événementielle. Les deux disciplines attachent en effet la même importance à la durée et au temps long.

Q. - L'avenir de la prospective est-il plutôt dans des recherches nationales ou multinationales ?

R. - Les deux et le plus possible. En France, pour ne citer que l'Etat, on en fait de tous côtés : au Quai d'Orsay, à la Datar, au ministère de l'Industrie, à celui de l'Environnement à celui de la Défense... Les organismes internationaux qui font de la prospective sont de plus en plus nombreux : par exemple l'Unitar, qui dépend de l'O.N.U. ; par exemple l'O.C.D.E., qui a lancé son projet Interfuturs il y a trois ans (voir page 6) ; par exemple l'Institut d'analyses de systè-

mes à Vienne qui étudie les questions énergétiques ; par exemple le plan Bleu de la Méditerranée, lancé par la France en 1975 et qui deviendra bientôt, espérons-le, une opération multinationale ; par exemple l'Organisation météorologique mondiale...

Q. - La France est-elle bien placée et active dans la recherche prospective ?

R. - Le Français aime la liberté, c'est déjà un état d'esprit favorable à la prospective. Mais, par rapport à l'Allemand par exemple, il est très cartésien, il décortique l'avenir comme il dessinerait un jardin à la française. Cela lui fait parfois oublier que l'important c'est le mouvement, les enchaînements, le raisonnement déductif. Le Français a souvent tendance à perdre de vue que la prospective ce n'est pas une photographie mais une caméra chercheuse.